

PRÉSIDENTIELLE 2027



NOTRE PLAN POUR LA FRANCE

Reprendre la France.

« La France est le plus beau pays du monde. Le plus mal géré. »

Alexandre Roth et Fabien Blot, cofondateurs des Darons du Biz

Présidentielle 2027, à partir de l'épisode « [Notre programme pour la France](https://www.darons2027.com/) ».

TÉLÉCHARGER ET PARTAGER
<https://www.darons2027.com/>

Ce plan est le nôtre. Il n'appartient à aucun parti, ne soutient aucun candidat et n'est pas une consigne de vote. Nous l'offrons à toute femme ou tout homme politique qui voudra s'en servir, pour plus d'argent, plus de sécurité et plus de fierté pour toutes les Françaises et tous les Français.

Les chiffres officiels sont sourcés en fin de document. Nos chiffrages sont des ordres de grandeur d'entrepreneurs, présentés comme tels. Ce que nous avons vu de nos yeux est raconté comme un témoignage, jamais comme une statistique. Les mentions entre crochets sont des points que nous arbitrons avant publication.

SOMMAIRE

Quinze chapitres. Cinquante-sept mesures.

01 Lettre aux Françaises et aux Français

02 La France en 2032

03 Le plan en un coup d'œil : cinq mesures à retenir, trois piliers, un chiffre

04 Pourquoi nous écouter

05 Le constat : la France SA en chiffres

06 Nos convictions

07 Pilier 1, GÉRER : dette et dépense publique, État et institutions, médias

08 Pilier 2, LIBÉRER : pouvoir d'achat, impôts, travail et entreprises, retraites et seniors, école, logement

09 Pilier 3, PROTÉGER : justice et sécurité, enfance, immigration, santé, solidarité

10 Ce que nous ne ferons pas

11 Le chiffrage : trois scénarios et une règle

12 Les 100 premiers jours

13 Conclusion : et vous, vous rentreriez ?

14 Nos principes en 10 phrases

15 Nos sources

CHAPITRE 1

Lettre aux Françaises et aux Français

Vous travaillez, et il vous reste moins qu'avant. Vous regardez le bulletin de vos enfants, et vous ne savez plus s'il dit la vérité. Vous attendez aux urgences, et vous vous demandez où sont passés les milliards. Nous avons ressenti la même chose. C'est pour cela que ce plan existe.

Nous ne sommes pas des politiques. Nous sommes deux entrepreneurs.

Fabien a grandi dans une cité d'Angers, de parents ouvriers qui ont connu la galère et n'ont jamais rien lâché. Alexandre a grandi à Melun, fils d'un petit commerçant et d'une mère arrivée d'Espagne enfant. Nous n'avons hérité ni d'un réseau ni d'un capital. Nous avons créé des entreprises, embauché, payé des salaires, des impôts et des cotisations. Nous savons ce que coûte un euro, et ce qu'il rapporte quand il est bien employé.

Nous avons quitté un système dont nous ne voulions plus subir les règles. Mais nous n'avons jamais cessé d'aimer la France. La question que nous nous sommes posée est simple : qu'est-ce qu'il faudrait changer pour que ceux qui travaillent aient envie de rester, que ceux qui sont partis aient envie de revenir, et que nos enfants aient envie d'y construire leur vie ?

Ce plan est notre réponse. Il tient en trois mots.

Gérer : l'État vit avec ses moyens, et aucune baisse d'impôt n'est appliquée avant que l'économie qui la paie ait été votée.

Libérer : le travail paie davantage, à commencer par 10 % de salaire net en plus pour tous les salariés, sans un euro de plus pour l'employeur.

Protéger : la loi redevient réelle, une peine prononcée est une peine exécutée, et personne ne touche à nos enfants.

Nous ne promettons pas un pays parfait. Nous promettons un pays géré : des comptes lisibles, des décisions assumées, des résultats mesurés et publiés. Là où nous nous trompons, les chiffres le diront, et nous corrigerons.

Ce plan n'appartient à aucun parti. Il est libre de droits. Prenez-le, discutez-le, améliorez-le, et faites-le circuler. Dites-nous quelle mesure vous feriez passer en premier : vos réponses feront la version suivante.

La France est le plus beau pays du monde. Elle mérite d'être aussi le mieux géré.

Reprendre la France.

Alexandre Roth et Fabien Blot, cofondateurs des Darons du Biz.

CHAPITRE 2

La France en 2032

Nous sommes en 2032, cinq ans après le début du plan. Chaque ligne de cette page découle d'une mesure précise de ce document.

VOTRE FICHE DE PAIE

+10 % de net. Votre employeur paie la même chose.

VOTRE DÉCLARATION

Dix minutes, un seul taux. Vous savez déjà ce que vous paierez.

VOTRE ENFANT

Vous savez réellement où il en est. Son école, vous l'avez choisie.

VOTRE MÈRE

Elle est reçue dignement aux urgences, par des soignants en nombre.

VOTRE PÈRE

À 68 ans, il enseigne deux matinées par semaine, payé, en plus de sa retraite.

VOTRE ENTREPRISE

Vous connaissez vos impôts pour cinq ans, et le coût d'un litige.

VOTRE SÉCURITÉ

La peine prononcée est exécutée. Vous pouvez le vérifier.

VOTRE MAIRIE

Chaque euro est visible. Des citoyens tirés au sort l'ont contrôlé.

CEUX QUI VIENNENT

Ils viennent construire. Ceux dont le séjour est refusé sont partis.

LE BUDGET

Voté à l'équilibre. Chaque baisse d'impôt payée par une économie votée avant.

Ceux qui étaient partis reviennent. Nous en faisons partie. Et dire qu'on est fier d'être français n'a plus rien d'étrange.

« Le pouvoir d'achat, ça ne se décrète pas. Ça se gagne. »

CHAPITRE 3

Le plan en un coup d'œil

Cinquante-sept mesures, trois piliers, cinq phrases à retenir. Si vous ne lisez qu'une page, lisez celle-ci.

LES CINQ MESURES QUE TOUT LE MONDE PEUT RÉPÉTER

1 **+10 % de salaire net. 0 € de plus pour l'employeur.**

L'entreprise paie la même chose. Le salarié reçoit 10 % de net en plus. · Mesure 16

2 **On économise d'abord. On baisse les prélèvements ensuite.**

Jamais l'inverse. · Mesure 1

3 **Une peine prononcée est une peine exécutée.**

Mesure 39

4 **Pas de préférence d'origine. Une préférence de projet.**

Mesure 47

5 **Chaque euro public accessible en ligne.**

Mesure 8

TROIS PILIERS, DOUZE MESURES ÉTENDARDS

GÉRER

L'État vit avec ses moyens.

Aucune baisse d'impôt sans économie votée avant : la règle qui rend le reste crédible.

L'équilibre budgétaire sur le mandat, chaque ligne de dépense justifiée.

Chaque euro public en ligne, contrôlé par des citoyens tirés au sort.

0 € d'argent public dans les médias.

LIBÉRER

Le travail paie davantage.

+10 % de salaire net pour tous les salariés, 0 € de plus pour l'employeur.

Un impôt à taux unique de 15 %, personnes et entreprises, et aucune hausse d'impôt pendant le mandat.

Le travail des seniors libéré : cumul emploi-retraite intégral, horaires choisis.

L'école de la vérité : évaluations publiées, fin de la surnotation, liberté scolaire, professeurs mieux payés.

PROTÉGER

La loi redevient réelle.

Une peine prononcée est une peine exécutée, et les places de prison pour le garantir.

Pas de préférence d'origine, une préférence de projet : séjour lié au travail, décisions d'éloignement exécutées.

Aucun adulte au contact quotidien d'enfants sans contrôle renforcé.

L'hôpital géré au résultat, le respect du patient comme critère.

+10 %

de salaire net pour tous les salariés, à coût employeur inchangé. **Le chiffre du plan.**

MESURE 16

0 €

de baisse de prélèvement avant le vote de l'économie qui la finance. **La règle du plan.**

MESURE 1

152 Md€

de dépenses en moins, au minimum, pour l'équilibre budgétaire sur le mandat.

MESURE 2

CHAPITRE 4

Pourquoi nous écouter

Nous ne sommes ni élus, ni économistes. Nous sommes des gestionnaires, et voici d'où nous venons et ce que nous avons géré.

Fabien Blot

Grandi dans une cité d'Angers, de parents ouvriers qui n'ont jamais rien lâché. Sans réseau ni héritage, il apprend le métier en alternance et le web en le pratiquant. Entrepreneur depuis plus de quinze ans (vente en ligne, affiliation, programmes), il vit à l'île Maurice depuis trois ans avec sa femme et leurs trois enfants.

Alexandre Roth

Grandi à Melun, fils d'un petit commerçant et d'une mère arrivée d'Espagne enfant. Ses grands-parents, logés en HLM, sont devenus maçons puis propriétaires à force de travail ; ses parents ont embauché et payé beaucoup d'impôts : l'immigration qui apporte. Entrepreneur sur Internet depuis vingt ans, plusieurs entreprises créées, un livre. Il vit à l'île Maurice depuis bientôt dix ans avec sa femme et son fils.

20 ans

d'entrepreneuriat pour l'un, quinze pour l'autre, sans un euro de subvention

LES DARONS DU BIZ

Des milliers

d'entrepreneurs accompagnés, dont neuf cas documentés chiffres à l'appui, qui ont multiplié leur chiffre d'affaires par deux à vingt

LIVRET MONEY MAKER SUCCESS

22 000

abonnés sur la chaîne, plus de deux millions de vues, 385 épisodes sur l'argent, l'entreprise et la gestion

YOUTUBE, AVRIL 2026

16 000

personnes dans nos 27 groupes WhatsApp de cohortes, et 441 membres dans le Darons Business Club

MESURE D'AOÛT ET SEPTEMBRE 2026

Nous avons employé des salariés en France et à Maurice, payé des impôts et des cotisations dans les deux pays, créé et revendu des entreprises. Nous vivons, comme immigrés, dans un pays qui applique déjà une partie de ce plan. Et nous avons appris une chose que les programmes oublient : **une décision sans chiffre est un vœu, un chiffre sans décision est un rapport.**

CHAPITRE 5

Le constat : la France en chiffres

Si la France était une entreprise, voici son bilan d'entrée.

152,5 Md€

de déficit public en 2025, soit 5,1 % du PIB, après 5,8 % en 2024

INSEE

3 460 Md€

de dette publique fin 2025, 117,5 % du PIB au premier trimestre 2026, au-dessus du pic Covid

INSEE

81 %

des Français disent se serrer la ceinture, 29 % ont été à découvert plusieurs fois en un an

ELABE, 2026

78 %

des Français n'ont pas confiance dans la politique ; l'Assemblée nationale est à 20 %, plus bas historique

CEVIPOF, FÉVRIER 2026

× 2,4

le coût d'un élève du primaire depuis 1980, à euros constants, pour un niveau scolaire en baisse

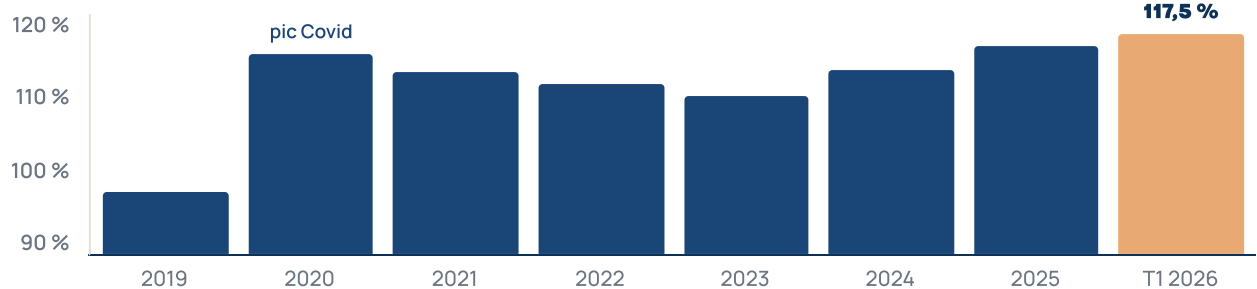
DEPP, 2025

99

joueurs nés en France à la Coupe du monde 2026, record mondial ; 76 jouent pour une autre sélection

CNEWS, TOUTELEUROPE

DETTE PUBLIQUE EN PART DU PIB (INSEE)



CE QUI PRÉOCCUPE LES FRANÇAIS	PART	SOURCE
Le pouvoir d'achat	54 %, première préoccupation	Ipsos BVA-CEVIPOF, mars 2026
La santé et l'accès aux soins	46 %, 20 points de plus qu'en 2022	Ipsos BVA-CEVIPOF, mars 2026
L'insécurité et le narcotrafic	39 %, première préoccupation des 65 ans et plus	Elabe, janvier 2026
La dette	38 %, un sujet quasi absent en 2022	Elabe, janvier 2026
L'immigration	33 %, au plus haut des baromètres	Ipsos BVA-CEVIPOF, mars 2026
Le retour de la stabilité politique	35 %, premier sujet des cadres	Elabe, janvier 2026

Deux chiffres de gestion complètent le tableau. Le PIB par habitant décroche depuis 2008, et celui des États-Unis dépasse le nôtre d'environ 80 % (Trésor, iFRAP). Et pour verser 100 € net à un salarié, une entreprise en décaisse entre 165 et 200 selon le salaire, hors SMIC allégé.

Lecture d'entrepreneurs : une entreprise qui perd 152 milliards par an avec 3 460 milliards de dettes aurait été convoquée par le tribunal de commerce depuis longtemps. La France prélève déjà parmi les taux les plus élevés du monde : ce n'est pas un problème de recettes, c'est un problème de dépenses et de gestion.

CHAPITRE 6

Nos convictions

-
- 1** **Un pays se gère avec un compte de résultat et du bon sens.** Pas comme une entreprise, un pays n'en est pas une. Mais un pays qui ne lit pas ses comptes finit comme une entreprise qui ne les lit pas.

 - 2** **Nous n'avons pas un problème de recettes, nous avons un problème de dépenses.** Le modèle social de 1945 ne tient qu'avec une croissance forte. Sans croissance, il lisse tout le monde vers le bas.

 - 3** **Le travail doit payer plus.** Aujourd'hui il ne paie plus assez, et ce n'est pas un accident : c'est le résultat de décennies de choix.

 - 4** **Égaux devant la loi, pas dans les revenus.** Tous les mêmes droits, tous les mêmes devoirs. Celui qui crée plus de valeur doit être plus rétribué. La réussite n'est pas une faute.

 - 5** **La liberté d'abord.** Libéral n'est pas un gros mot : c'est la liberté d'entreprendre, de choisir son école, de louer son bien. La loi doit dire ce qui est interdit et laisser le reste libre, au lieu de dire ce qui est permis et d'interdire tout le reste.

 - 6** **La responsabilité plutôt que l'assistance.** On a dit aux Français que tout était gratuit, et ce n'était pas vrai. Vivre dans le monde réel, c'est assumer les conséquences de ses choix, et c'est aussi en récolter les fruits.

 - 7** **L'État doit sortir de ce qu'il ne sait pas faire :** gérer de l'argent, financer des entreprises, produire de l'information.

 - 8** **Le déclin n'est pas une fatalité, c'est un choix.** Un autre choix est possible, et il commence par dire la vérité sur les chiffres.
-

CHAPITRE 7 · PILIER 1



GÉRER

L'État doit vivre avec ses moyens. Un pays qui ne lit pas ses comptes ne peut ni baisser ses impôts ni protéger ses enfants. Tout commence par la gestion : c'est le pilier qui finance les deux autres.

MESURES 1 À 7

Dette et dépense publique

MESURES 8 À 13

**État, institutions et
démocratie**

MESURES 14 ET 15

Médias

PILIER 1 · GÉRER

L'État doit vivre avec ses moyens

Dette et dépense publique

« On économise d'abord. On baisse les prélèvements ensuite. Jamais l'inverse. »

152 Md€

de dépenses en moins, au minimum, sur le mandat

LE PROBLÈME

152,5 Md€ de déficit en 2025. 3 460 Md€ de dette, 117,5 % du PIB, au-dessus du pic Covid. La dépense publique atteint 57 % du PIB, l'un des niveaux les plus élevés du monde, pour des services que chacun voit se dégrader. Et le réflexe est toujours le même : on augmente les prélèvements. Ce n'est pas un problème de recettes. C'est un problème de dépenses, de gestion et de responsabilité.

LE PRINCIPE

Un pays n'est pas une entreprise. Mais un pays qui ne lit pas ses comptes finit comme une entreprise qui ne les lit pas. Chaque euro rendu aux Français doit avoir été économisé avant.

LA DÉCISION**1****La règle : aucune baisse d'impôt ou de prélèvement sans que l'économie correspondante ait été votée avant.**

Étape 1 : nous identifions l'économie. Étape 2 : le Parlement la vote. Étape 3 : seulement ensuite, la baisse de prélèvement entre en vigueur, à la hauteur exacte de l'économie votée. Cette règle s'applique à toutes les baisses de ce plan, les 10 % de salaire net compris, et elle est inscrite dans la loi organique relative aux lois de finances.

POUR VOUS Chaque baisse d'impôt sera durable, parce qu'elle sera payée.

QUAND Loi organique déposée dans les 100 jours.

FINANCEMENT Coût nul.

INDICATEUR Zéro baisse de recettes votée sans économie votée en face, vérifié chaque année par la Cour des comptes.

2**L'équilibre budgétaire sur le mandat.**

Une trajectoire de baisse de la dépense est votée chaque année avec la loi de finances : au moins 152 Md€ de dépenses en moins d'ici la fin du mandat, à recettes constantes, puis une dette qui recule.

POUR VOUS Un État qui n'emprunte plus pour ses dépenses courantes.

QUAND Trajectoire votée dès la première loi de finances ; équilibre en 2030 dans le scénario central du chapitre 11.

FINANCEMENT C'est le chapitre qui finance tous les autres.

INDICATEUR Déficit public en part du PIB, publié par l'INSEE, ramené à zéro avant la fin du mandat.

3

Chaque ligne de dépense justifiée, avec des audits privés payés à la performance.

Chaque dépense publique doit prouver son utilité, comme nous passons en revue chaque abonnement à 15 € dans nos entreprises. Des cabinets d'audit régulés reçoivent une part fixe et une part variable indexée sur les économies réellement obtenues, sous le contrôle de la Cour des comptes, avec obligation pour l'administration de mettre en œuvre les recommandations ou de justifier publiquement son refus. Pas d'action, pas de paiement.

POUR VOUS La fin des rapports enterrés.

QUAND Audit général lancé dans les 100 jours, premières économies dans la loi de finances suivante.

FINANCEMENT Rémunération prélevée sur les économies obtenues.

INDICATEUR Part des recommandations mises en œuvre dans les douze mois, publiée.

4

Fin des dépenses de luxe et de confort de l'appareil d'État.

On répare la porte si elle a un trou. On ne refait pas la décoration parce qu'elle ne plaît pas. Interdiction des dépenses d'apparat, plafonds publics pour les rénovations, les réceptions et les déplacements, et publication de chaque dépassement.

POUR VOUS Un État qui montre l'exemple avant de demander des efforts.

QUAND Loi de finances rectificative de l'été 2027.

FINANCEMENT Économie nette.

INDICATEUR Dépenses de fonctionnement des cabinets et des administrations centrales, publiées et en baisse chaque année.

5

Suspension des aides internationales non vitales tant que les comptes ne sont pas à l'équilibre.

L'aide humanitaire d'urgence est maintenue. Le reste, prêts et programmes de confort compris, attend que la maison soit en ordre. On ne prétend pas aider les autres quand on n'est pas capable de gérer son propre argent.

POUR VOUS Environ 15 Md€ par an d'aide au développement qui ne sortent plus tant que vous vous serrez la ceinture.

QUAND Loi de finances rectificative de l'été 2027.

FINANCEMENT Économie nette.

INDICATEUR Montant de l'aide publique au développement hors urgence, publié.

6

Les postes administratifs devenus inutiles sont supprimés progressivement, et les agents redéployés là où l'État manque de bras.

La simplification fiscale et la transparence suppriment des tâches par nature. Les agents concernés sont redéployés en priorité vers la justice, la sécurité, la santé, l'éducation et le contrôle, et accompagnés vers le privé ou vers la création de leur entreprise quand ils le souhaitent. Des départs non remplacés et des mobilités, pas de licenciements secs.

POUR VOUS	Plus d'agents publics là où vous en avez besoin, moins là où vous n'en avez pas.
QUAND	Plan de redéploiement voté dans la première année, exécuté sur le mandat.
FINANCEMENT	Économie nette, croissante sur le mandat.
INDICATEUR	Effectifs administratifs et effectifs de terrain, publiés séparément chaque année.

7

Fin de l'emploi à vie sans exigence de résultat dans la fonction publique.

Évaluation régulière de chaque agent, montée en compétences et mobilité en cas de difficulté, et possibilité de sortie en cas d'invalidité ou d'insuffisance durable, après accompagnement. Un système d'échelons à la seule ancienneté n'a aucune raison de produire de la qualité, et il pénalise d'abord les agents qui font bien leur travail.

POUR VOUS	Des services publics où celui qui fait bien est reconnu.
QUAND	Loi sur la fonction publique dans la deuxième année.
FINANCEMENT	Coût nul.
INDICATEUR	Part des agents évalués chaque année, et satisfaction des usagers mesurée service par service.

CE QUE ÇA CHANGE POUR VOUS

Un État qui commence enfin par dépenser moins qu'il ne gagne. Des baisses d'impôt qui tiennent, parce qu'elles sont payées. Et un gouvernement qui vous rend des comptes comme un dirigeant rend des comptes à son conseil.

FINANCEMENT	Ce chapitre est la source de financement de tout le plan. Le chiffrage en trois scénarios est au chapitre 11.
INDICATEUR	Le déficit public en part du PIB, chaque année, et la date de retour à l'équilibre.

PILIER 1 · GÉRER

Vous devez pouvoir vérifier

État, institutions et démocratie

« Vous n'avez pas à croire l'État sur parole. Vous devez pouvoir vérifier. »

LE PROBLÈME

78 % des Français n'ont pas confiance dans la politique ; l'Assemblée nationale est à 20 %, plus bas historique. Les décisions qui pèsent sur votre quotidien sont prises loin de vous, par des gens qui n'auront jamais à rendre compte de leurs résultats. Un maire, lui, vit au milieu de ses décisions : ses erreurs se voient.

LE PRINCIPE

L'argent public est le vôtre : vous devez pouvoir en vérifier chaque euro, sans demande et sans délai. Et une décision se prend au niveau le plus proche de ceux qu'elle concerne.

LA DÉCISION

8

Chaque euro public accessible en ligne.

Obligation légale, pour l'État, les collectivités, les opérateurs et l'audiovisuel public, de publier chaque dépense, en continu, dans un format lisible par tous et exploitable par une machine : montant, bénéficiaire, objet, salaires compris. Ce qui n'est pas publié n'est pas payé.

POUR VOUS Vous voyez où va chaque euro de votre mairie, de votre région et de l'État, depuis votre téléphone.

QUAND Publication intégrale de l'État dans les 100 jours, collectivités dans l'année.

FINANCEMENT Coût marginal, économies sur chaque dépense détectée.

INDICATEUR Part de la dépense publique publiée ligne par ligne, objectif 100 %.

9

Des contrôleurs citoyens tirés au sort.

Dans chaque commune et chaque région, des citoyens tirés au sort comme les jurés d'assises, préparés pendant quelques jours, contrôlent les dépenses pendant un an, avec un droit d'accès à toutes les pièces et un rapport public.

POUR VOUS Vous pouvez être tiré au sort pour vérifier vous-même.

QUAND Premiers contrôleurs tirés au sort dans l'année.

FINANCEMENT Indemnité des contrôleurs, absorbée par les économies détectées.

INDICATEUR Nombre de rapports citoyens publiés et montant des économies obtenues.

10**Décentralisation réelle : des compétences précises transférées aux maires.**

Les maires reçoivent la décision et le budget sur ce qu'ils gèrent déjà de fait : urbanisme et logement, police municipale, écoles primaires, voirie, aides sociales de proximité. Chaque compétence transférée vient avec son financement et avec l'obligation de publier ses résultats. Pas une remontée vers des régions lointaines ni vers Bruxelles : une descente vers le niveau où l'on vous connaît.

POUR VOUS	Un interlocuteur que vous pouvez voir, et qui peut décider.
QUAND	Loi de décentralisation dans la deuxième année.
FINANCEMENT	Transfert à budget constant.
INDICATEUR	Part de la dépense publique décidée au niveau communal, en hausse chaque année.

11**Sortir de la politique-métier, traduit en règles.**

Limitation du nombre de mandats consécutifs pour une même fonction. Non-cumul strict des mandats et des indemnités. Publication de la carrière et des revenus de chaque élu national et de chaque haut fonctionnaire, avant, pendant et après le mandat. Délai de carence de trois ans avant toute reconversion dans un secteur que l'élu a régulé. Et une place accrue, dans les cabinets et les administrations, aux profils venus de l'entreprise, de l'artisanat et du terrain.

Limitation du nombre de mandats consécutifs pour une même fonction. Non-cumul strict des mandats et des indemnités. Publication de la carrière et des revenus de chaque élu national et de chaque haut fonctionnaire, avant, pendant et après le mandat. Délai de carence de trois ans avant toute reconversion dans un secteur que l'élu a régulé. Et une place accrue, dans les cabinets et les administrations, aux profils venus de l'entreprise, de l'artisanat et du terrain.

POUR VOUS	Des décideurs qui ont gagné leur vie ailleurs, et qui y retournent.
QUAND	Loi organique dans la première année.
FINANCEMENT	Coût nul.
INDICATEUR	Part des élus nationaux ayant exercé au moins dix ans une activité hors politique, publiée à chaque législature.

12**Les élus et les hauts fonctionnaires voyagent en classe économique.**

Nous faisons plus de 25 heures de vol pour un aller-retour à Maurice en classe économique. Les élus peuvent faire pareil.

POUR VOUS	Un symbole, et quelques millions par an.
QUAND	Décret dans les 100 jours.
FINANCEMENT	Économie nette.
INDICATEUR	Dépenses de déplacement, publiées au titre de la mesure 8.

13

Subsidiarité : reprendre aux technocraties lointaines les décisions du quotidien.

Toute norme nouvelle venue d'un niveau supérieur, européen compris, passe un test simple : est-elle nécessaire, et qui la paie ? À défaut, la France ne la transpose pas au-delà du minimum obligatoire, et supprime au moins une norme existante pour chaque norme nouvelle.

POUR VOUS Moins de règles absurdes dans votre commerce, votre exploitation, votre commune.

QUAND Règle inscrite dans la loi dans la première année.

FINANCEMENT Coût nul.

INDICATEUR Nombre de normes en vigueur, publié chaque année, en baisse.

CE QUE ÇA CHANGE POUR VOUS

Vous voyez où va chaque euro. Vous pouvez être tiré au sort pour le vérifier. Votre maire a les moyens d'agir et doit rendre des comptes. Et ceux qui décident ont, un jour, gagné leur vie ailleurs.

FINANCEMENT Coût nul ou marginal, et des économies sur chaque dépense détectée.

INDICATEUR La confiance dans les institutions, mesurée chaque année par le baromètre du CEVIPOF. L'Assemblée nationale est à 20 %.

PILIER 1 · GÉRER

Une information qui ne doit rien au pouvoir

Médias

« Un État ne devrait pas être durablement à la fois pouvoir politique, financeur et acteur du marché de l'information. »

LE PROBLÈME

L'État finance chaque année, à hauteur d'environ 4 milliards d'euros, une télévision, une radio et une presse dont la mission est de le surveiller. Personne ne peut être à la fois celui qui paie et celui qui est contrôlé. Un grand patron de médias privés l'a dit devant la commission parlementaire : le même service pourrait être rendu pour deux fois moins d'argent.

LE PRINCIPE

L'information est libre quand elle ne dépend pas du pouvoir qu'elle observe. Cette indépendance ne se décrète pas : elle se construit en séparant les budgets.

LA DÉCISION

14 0 € d'argent public dans les médias.

Transformation puis cession de la télévision, de la radio et de la presse financées par l'État, sur le mandat, avec un cahier des charges de transition pour la continuité des antennes. Fin des aides permanentes à la presse.

POUR VOUS Vous payez l'information que vous choisissez, et environ 4 milliards par an sont réinvestis ailleurs.

QUAND Loi dans la première année, cessions sur le mandat.

FINANCEMENT Économie d'environ 4 Md€ par an, plus les aides à la presse.

INDICATEUR Montant d'argent public versé aux médias, objectif zéro.

15 Suppression des commissions et dispositifs publics qui désignent une catégorie de la population comme un problème.

L'État n'a pas à financer la désignation d'un ennemi commun, quel qu'il soit. Il évalue des comportements et des résultats, pas des catégories.

POUR VOUS Un débat public qui cesse d'opposer les Français entre eux aux frais des Français.

QUAND Première année.

FINANCEMENT Économie nette.

INDICATEUR Liste publiée des dispositifs supprimés.

CE QUE ÇA CHANGE POUR VOUS

Une information qui ne doit rien à ceux qu'elle observe, et 4 milliards par an rendus au budget.

FINANCEMENT Économies : environ 4 Md€ par an pour l'audiovisuel public, plus les aides à la presse.

INDICATEUR Zéro euro d'argent public dans les médias à la fin du mandat.

CHAPITRE 8 · PILIER 2



LIBÉRER

Le travail doit payer davantage. Une fois les comptes tenus, on rend aux Français ce qui leur revient : leur salaire, leur liberté d'entreprendre, leur école, leur logement, leur retraite.

MESURES 16 À 19

Pouvoir d'achat et croissance

MESURES 20 À 22

Impôts

MESURES 23 À 26

Travail, entreprises et innovation

MESURES 27 À 29

Retraites et seniors

MESURES 30 À 37

L'école de la vérité

MESURE 38

Logement

PILIER 2 · LIBÉRER

Le travail doit payer davantage

Pouvoir d'achat et croissance

+10 %**de salaire net pour tous les salariés.****0 €****de coût supplémentaire pour l'employeur.**

LE PROBLÈME

81 % des Français se serrent la ceinture, et le pouvoir d'achat est la première préoccupation du pays. Pour verser 100 € net à un salarié, une entreprise en décaisse entre 165 et 200. Le PIB par habitant décroche depuis 2008. Le problème n'est pas ce qu'on donne aux Français : c'est ce qu'on leur prend, et ce qu'on les empêche de produire.

Ce que nous avons vu cet été, en témoins : un hôtel quatre étoiles sans responsable en quatre jours, une heure pour prendre une commande, un aéroport à 32 degrés. Sous-effectif, parce que le travail coûte trop cher. Désresponsabilisation, parce que personne n'est jugé sur le résultat.

LE PRINCIPE

Le pouvoir d'achat ne se décrète pas, il se gagne : prélever moins sur le travail, sans faire payer l'entreprise qui embauche, et laisser produire.

LA DÉCISION

16**+10 % de salaire net pour tous les salariés. 0 € de coût supplémentaire pour l'employeur.**

La mécanique tient en trois lignes. L'entreprise paie exactement la même chose : le coût total employeur reste inchangé, aucune charge nouvelle. Une partie des prélèvements existants sur le salaire est réduite et rebasculée vers le salaire net. Le salarié touche 10 % de net en plus. La perte de recettes publiques est financée par des économies votées avant, conformément à la mesure 1 : aucun palier n'entre en vigueur avant que l'économie correspondante ait été votée. Deux paliers de 5 %.

POUR VOUS Votre salaire net augmente de 10 %, sans augmenter le coût de votre emploi.

QUAND Premier palier de +5 % dans la première loi de finances complète ; second palier dès que l'économie suivante est votée, un an plus tard dans le scénario central.

FINANCEMENT Environ 95 Md€ de prélèvements en moins au total, sur une base d'environ 950 Md€ de salaires nets, soit 45 à 50 Md€ par palier, compensés par des dépenses en moins, pas par un autre impôt.

INDICATEUR Salaire net moyen et coût employeur moyen, publiés par l'INSEE : le premier monte de 10 %, le second ne bouge pas.

17**La croissance par la production, pas par la distribution.**

Fin des dispositifs qui financent la consommation à crédit. Priorité aux entreprises qui produisent en France et qui exportent, par la baisse des taxes de production et la stabilité fiscale, pas par la subvention.

POUR VOUS Des emplois créés par des entreprises qui gagnent, pas maintenus par des chèques.

QUAND Premières baisses de taxes de production dans la première loi de finances.

FINANCEMENT Par les économies du pilier 1, palier par palier.

INDICATEUR PIB par habitant, publié par l'INSEE, et écart avec les États-Unis.

18**Moins d'État dans l'économie.**

L'État se retire progressivement des activités marchandes qu'il n'a aucune raison d'exercer, et cesse de gérer ce que le marché fait mieux et moins cher. Chaque retrait est décidé au vu d'une comparaison publique des coûts.

POUR VOUS Des services moins chers, et un État concentré sur ses missions.

QUAND Revue des participations et des activités marchandes de l'État dans la première année.

FINANCEMENT Produit des cessions affecté à la dette.

INDICATEUR Dépense publique en part du PIB, de 57 % vers 47 % en 2032 dans le scénario central.

19**Libérer les marchés bloqués par la réglementation, à commencer par le logement.**

Là où une règle produit l'inverse de son intention, on la supprime, et on mesure. Le logement est le premier chantier (mesure 38).

POUR VOUS Plus d'offre, donc plus de choix.

QUAND Première année.

FINANCEMENT Coût nul.

INDICATEUR Un indicateur par marché libéré, publié avant et après.

CE QUE ÇA CHANGE POUR VOUS

Plus de net sur la fiche de paie dès la première loi de finances. Des restaurants, des hôtels et des commerces qui peuvent de nouveau embaucher. L'envie de dépenser plutôt que l'envie d'esquiver.

FINANCEMENT Les 10 % de net représentent environ 95 Md€ de prélèvements en moins, en deux paliers de 45 à 50 Md€, chacun financé par des économies votées avant.

INDICATEUR Le salaire net moyen, en hausse de 10 %, à coût employeur inchangé.

Un impôt simple, stable, prévisible

Impôts

« Quand l'impôt monte, je ne cherche plus à produire plus. Je cherche comment rester sous la punition. »

15 %

un seul taux, personnes et entreprises

LE PROBLÈME

Toutes les baisses d'impôts promises ont été sacrifiées. Toutes les hausses ont survécu. L'impôt sur le revenu, créé en 1914 comme mesure de guerre, devait disparaître : en France, l'exceptionnel devient définitif. Résultat : un réflexe d'évitement, et des contribuables qui consultent un fiscaliste puis partent. Nous en faisons partie, et nous l'assumons.

LE PRINCIPE

Un impôt simple, prévisible et stable rapporte plus qu'un impôt lourd et changeant, parce qu'il fait rester ceux qui le paient. La réussite n'est pas une faute.

LA DÉCISION

20

Un impôt à taux unique de 15 %, pour les personnes et pour les entreprises.

Un seul taux au-delà d'une franchise de revenu qui protège les bas revenus. Déclarer est simple, payer est simple, l'administration des exceptions disparaît. Le montant de la franchise est le paramètre fixé par les économies votées : plus on économise, plus la franchise monte.

POUR VOUS Une déclaration en dix minutes, un impôt que vous comprenez.

QUAND Impôt sur les sociétés à 15 % dans la première loi de finances ; taux unique des personnes par paliers à partir de la deuxième année.

FINANCEMENT L'impôt sur les sociétés rapporte environ 58 Md€ par an, le passer de 25 % à 15 % coûte environ 23 Md€ en statique ; l'impôt sur le revenu rapporte environ 95 Md€, le coût du taux unique dépend de la franchise. Financé par les économies du pilier 1, palier par palier.

INDICATEUR Temps moyen de déclaration, et nombre de pages du code général des impôts, en baisse.

21

Aucune hausse d'impôt pendant le mandat.

Aucun nouvel impôt sur la production, aucune surtaxe sur les holdings, l'héritage ou le capital, aucune contribution « exceptionnelle ». La prévisibilité fait revenir les capitaux plus vite que n'importe quelle niche.

POUR VOUS Vous savez ce que vous paierez l'an prochain, et dans cinq ans.

QUAND Engagement pris dans les 100 jours et respecté dans chaque loi de finances.

FINANCEMENT Coût nul.

INDICATEUR Zéro mesure fiscale nouvelle à la hausse dans les lois de finances du mandat.

22

Diviser la pression fiscale par deux d'ici la fin du mandat, au rythme des économies réalisées.

Un cap de mandat, pas une promesse datée : chaque palier de baisse suit un palier d'économies votées, conformément à la mesure 1.

POUR VOUS L'objectif : travail, épargne et transmission deux fois moins taxés.

QUAND Au rythme du chapitre 11.

FINANCEMENT Économies du pilier 1.

INDICATEUR Taux de prélèvements obligatoires en part du PIB, publié par l'INSEE.

CE QUE ÇA CHANGE POUR VOUS

Vous savez ce que vous paierez. Ceux qui hésitaient à partir restent, et notre objectif est que ceux qui sont partis reviennent.

FINANCEMENT Par les économies votées avant, au rythme du chapitre 11.

INDICATEUR Les départs et les retours de contribuables, publiés chaque année par l'administration fiscale.

PILIER 2 · LIBÉRER

Donner envie d'embaucher

Travail, entreprises et innovation

**« Six programmes présidentiels sur le travail.
Zéro ligne pour celui qui signe le contrat. »**

LE PROBLÈME

Le premier salarié d'une petite entreprise coûte près du double de son net, et au bout d'un an on ne peut plus s'en séparer sans un risque impossible à chiffrer. Alors on n'embauche pas. Côté innovation, quand l'État repère une pépite, il prend des parts, la finance, puis se fait client : un cercle fermé qui ne se confronte jamais au marché.

LE PRINCIPE

Celui qui signe le contrat de travail prend un risque : il doit pouvoir le mesurer. Une entreprise confrontée au marché s'améliore, une entreprise perfusée s'endort.

LA DÉCISION

23**Fin des prises de participation de l'État dans les entreprises.**

La banque publique d'investissement cesse de financer en fonds propres. Le portefeuille est cédé, et l'argent économisé finance la baisse des taxes sur la création et sur les salaires.

POUR VOUS Des start-ups qui se battent sur le marché mondial au lieu de vivre de commandes publiques.

QUAND Arrêt des nouvelles prises de participation dans les 100 jours, cessions sur le mandat.

FINANCEMENT Neutre, puis positif.

INDICATEUR Montant des fonds propres publics investis dans des entreprises, vers zéro.

24**Des champions mondiaux par la liberté fiscale, pas par la subvention.**

Taux unique à 15 %, aucune taxe nouvelle, stabilité sur cinq ans : le cadre qui attire les sièges, les laboratoires et les capitaux.

POUR VOUS Des emplois qualifiés créés ici plutôt qu'ailleurs.

QUAND Avec la première loi de finances.

FINANCEMENT Voir mesure 20.

INDICATEUR Nombre de sièges sociaux et de centres de recherche installés ou rapatriés en France.

25**Des prud'hommes encadrés : délais de jugement garantis, indemnités plafonnées et prévisibles.**

Une décision en première instance dans un délai garanti, un barème d'indemnités connu d'avance et opposable, et une médiation avant tout procès.

POUR VOUS Un patron de TPE qui ose embaucher. Un salarié fixé sur ses droits sans attendre trois ans.

QUAND Première loi travail.

FINANCEMENT Coût nul, économies de procédure.

INDICATEUR Délai moyen de jugement aux prud'hommes, publié par le ministère de la Justice.

26**Le résultat comme critère, dans les services publics comme dans l'entreprise.**

Chaque service au contact des usagers publie sa satisfaction et ses délais, et ses responsables sont évalués dessus (mesure 7).

POUR VOUS Quelqu'un est responsable de votre réponse.

QUAND Première année.

FINANCEMENT Coût nul.

INDICATEUR Satisfaction des usagers, publiée par service.

CE QUE ÇA CHANGE POUR VOUS

Un patron qui ose embaucher. Un salarié qui touche plus et qui sait ce que vaut son contrat. Des entreprises qui grandissent ici.

FINANCEMENT Quasi neutre : les fonds propres publics sont redéployés en baisse de taxes.

INDICATEUR Le nombre d'embauches dans les entreprises de moins de dix salariés, publié par l'URSSAF.

PILIER 2 · LIBÉRER

La vie ne s'arrête pas à 65 ans

Retraites et seniors

« Pourquoi la vie devrait-elle s'arrêter à 65 ans ? »

LE PROBLÈME

De plus en plus de retraités pour de moins en moins d'actifs : la répartition ne peut pas tenir seule. Et un tabou français : le travail choisi après la retraite. Au Japon, des retraités conduisent des taxis, accueillent le public, sont dehors, utiles, entourés. Chez nous, on pénalise ceux qui voudraient continuer.

LE PRINCIPE

Après quarante années de travail, ceux qui veulent encore créer ou transmettre doivent être encouragés, pas pénalisés. Personne n'est obligé. Personne n'est empêché.

LA DÉCISION

27 Le travail des seniors libéré.

Des contrats à horaires choisis et allégés, sans plafond d'âge, et la fin de toute présomption d'inaptitude liée à l'âge dans le droit du travail.

POUR VOUS À 65 ans, vous choisissez : arrêter, ralentir, transmettre ou créer.

QUAND Première année.

FINANCEMENT Coût nul.

INDICATEUR Taux d'emploi des 60 à 69 ans, publié par l'INSEE.

28**Cumul emploi-retraite intégral, et des petits métiers de contribution reconnus et rémunérés.**

Tout retraité peut travailler sans plafond ni écrêtement de sa pension, et les métiers de contribution, accueil, transmission, soutien scolaire, mentorat d'entrepreneurs, services du quotidien, sont reconnus et payés.

POUR VOUS Votre père de 68 ans donne des cours deux matinées par semaine, payé, et il se porte mieux.

QUAND Première année.

FINANCEMENT Les seniors actifs cotisent et paient des impôts au lieu de coûter en soins.

INDICATEUR Nombre de retraités en cumul emploi-retraite, publié par les caisses de retraite.

29**Impôts divisés par deux pour les créateurs d'entreprise retraités.**

Un retraité qui crée une entreprise voit l'impôt sur ses revenus d'activité divisé par deux. Après quarante ans de cotisations, celui qui continue à créer de la valeur mérite un avantage, pas une pénalité.

POUR VOUS L'entreprise que vous n'avez jamais osé lancer devient possible à 65 ans.

QUAND Deuxième loi de finances.

FINANCEMENT Coût faible, et des recettes nouvelles sur une activité qui n'existerait pas sinon.

INDICATEUR Nombre d'entreprises créées par des retraités, publié par l'INSEE.

CE QUE ÇA CHANGE POUR VOUS

Personne ne vous dit que vous êtes fini. Et vos enfants voient leurs grands-parents utiles, entourés, en meilleure santé.

FINANCEMENT Positif : des cotisations et des impôts en plus, des soins en moins.

INDICATEUR Le taux d'emploi des 60 à 69 ans.

PILIER 2 · LIBÉRER**Dire la vérité sur le niveau**

L'école de la vérité

« Un enfant passé de 10 à 17 de moyenne en trois mois n'est pas devenu plus intelligent. Il a répondu à un système. »

× 2,4

le coût d'un élève depuis 1980, pour un niveau en baisse

LE PROBLÈME

Un élève du primaire coûte 9 080 € en 2024 contre 3 810 € en 1980, à euros constants. Le niveau baisse, et les évaluations nationales ne sont plus publiées. On surnote, et le diplôme ne dit plus rien. Pendant ce temps, les professeurs sont payés 1 500 à 2 000 € par mois et noyés dans l'administratif. L'argent est là. Il ne va pas dans la classe.

LE PRINCIPE

L'école doit dire la vérité aux familles sur le niveau réel, et rendre aux enseignants autorité, sens, salaire et liberté. Un diplôme a de la valeur quand il est difficile à obtenir.

LA DÉCISION

30 Publier les évaluations nationales, établissement par établissement.

Les résultats existent : ils sont rendus publics, chaque année, dans un format comparable. On arrête de cacher le problème.

POUR VOUS Vous savez ce que vaut l'école de vos enfants.

QUAND Dès la rentrée qui suit l'élection.

FINANCEMENT Coût nul.

INDICATEUR Publication effective de 100 % des évaluations.

31 Fin de la surnotation.

Des notes réelles, un bac exigeant, des mentions rares, et un contrôle national des écarts entre les notes de l'année et les notes d'examen.

POUR VOUS Un diplôme qui vaut quelque chose sur le marché du travail.

QUAND Consigne pour la rentrée qui suit l'élection, effet sur le bac 2028.

FINANCEMENT Coût nul.

INDICATEUR Taux de réussite et de mentions au bac, rapportés aux évaluations nationales et aux comparaisons internationales.

32 Pour les petits, apprendre par soi-même avant d'être noté.

En maternelle et au début du primaire, moins de notes, plus d'apprentissage autonome, et un système de récompenses qui habitue à bien travailler sans en faire l'unique moteur.

POUR VOUS Un enfant qui aime apprendre avant d'apprendre à être noté.

QUAND Première rentrée du mandat.

FINANCEMENT Coût nul.

INDICATEUR Évaluations de début de CP et de CE1, publiées.

33**Mieux payer ceux qui enseignent, financés par la baisse des coûts de structure.**

Une part des 2,4 fois plus dépensés par élève depuis 1980 est ramenée dans la classe : hausse des salaires des enseignants, réduction des tâches administratives, allègement des structures intermédiaires.

POUR VOUS Des professeurs qui restent, et qui enseignent.

QUAND Premier palier dans la première loi de finances.

FINANCEMENT À budget constant de l'Éducation nationale, par réallocation.

INDICATEUR Part de la dépense d'éducation qui va aux salaires des enseignants en classe, publiée par la DEPP.

34**Le monde du travail entre dans l'école.**

Parents entrepreneurs, salariés, artisans, professions libérales viennent expliquer leur métier, par roulement, dès le primaire.

POUR VOUS Vos enfants rencontrent des gens qui travaillent, et découvrent ce qu'ils pourraient faire.

QUAND Première rentrée du mandat.

FINANCEMENT Coût nul, bénévolat organisé par les établissements.

INDICATEUR Nombre d'interventions par établissement et par an.

35**Liberté scolaire.**

Laisser émerger des écoles de courants divers, approche nordique, Montessori et autres, compatibles avec les valeurs de la République, et laisser les parents choisir. Ils les paient avec l'argent qu'on leur rend, par un financement qui suit l'élève. L'école unique pour des publics aux projets trop différents ne fonctionne pas.

POUR VOUS Vous choisissez l'école qui convient à votre enfant.

QUAND Première loi éducation.

FINANCEMENT À budget constant, l'argent suit l'élève.

INDICATEUR Nombre d'écoles ouvertes et part des familles ayant obtenu leur premier choix.

36**Responsabilisation dès trois ans.**

Sur le modèle japonais, les élèves nettoient leur classe et prennent soin de leur école à tour de rôle. Prendre soin de son environnement fait des adultes responsables.

POUR VOUS Des enfants qui respectent ce qui est à tous.

QUAND Première rentrée du mandat, à l'initiative de chaque établissement.

FINANCEMENT Coût nul.

INDICATEUR Dégradations et incivilités en milieu scolaire, publiées.

37**Des règles et des sanctions réelles dans l'école.**

La bienveillance à six ans, la fermeté à quatorze quand on vole en bande : exclusion effective, responsabilité des parents, et relais vers la justice des mineurs (mesure 42).

POUR VOUS Une classe où l'on peut apprendre.

QUAND Première rentrée du mandat.

FINANCEMENT Coût nul.

INDICATEUR Nombre de faits graves signalés et de sanctions exécutées, publiés.

CE QUE ÇA CHANGE POUR VOUS

Vous savez ce que vaut vraiment l'école de vos enfants. Vous choisissez celle qui leur convient. Leurs professeurs sont mieux payés, plus libres, et enseignent.

FINANCEMENT Une dépense par élève multipliée par 2,4 depuis 1980 laisse la marge pour payer mieux ceux qui enseignent, à budget constant.

INDICATEUR Le niveau réel des élèves, mesuré par les évaluations nationales publiées et les comparaisons internationales.

PILIER 2 · LIBÉRER**Plus de logements à louer**

Logement

« Quand on empêche de louer, il y a moins de logements à louer. »**LE PROBLÈME**

Plafonner les loyers part d'une bonne intention et produit l'inverse : les propriétaires préfèrent ne pas louer, l'offre disparaît, les dossiers les moins solides sont éliminés. À Buenos Aires, après le déplafonnement fin 2023, l'offre a fortement augmenté et les loyers réels ont baissé.

LE PRINCIPE

Le meilleur allié du locataire, c'est un propriétaire qui a intérêt à louer, et un autre propriétaire qui loue à côté.

LA DÉCISION

38**Supprimer l'encadrement des loyers.**

Fin du plafonnement, avec une mesure publique de l'offre et des loyers avant et après, ville par ville.

POUR VOUS Assez d'offre pour redonner le rapport de force aux locataires.

QUAND Première année.

FINANCEMENT Coût nul.

INDICATEUR Nombre de logements proposés à la location et délai moyen pour trouver un logement, publiés par les observatoires des loyers.

CE QUE ÇA CHANGE POUR VOUS

Plus de logements disponibles, donc plus de choix, sans un euro de subvention.

FINANCEMENT Coût nul.

INDICATEUR L'offre de logements à louer dans les villes aujourd'hui encadrées.

CHAPITRE 9 · PILIER 3



PROTÉGER

La loi doit redevenir réelle. Un pays qui se respecte protège ses enfants, ses rues, ses hôpitaux et ceux qui ont vraiment besoin d'aide. Et il dit clairement à qui il ouvre sa porte.

MESURES 39 À 42

Justice et sécurité

MESURES 54 ET 55

Santé

MESURES 43 À 45

Enfance

MESURES 56 ET 57

Solidarité et aides sociales

MESURES 46 À 53

Immigration

PILIER 3 · PROTÉGER

Une loi qui s'applique

Justice et sécurité

« Une peine prononcée
est une peine exécutée. »

20 000
places de prison sur le mandat

LE PROBLÈME

L'insécurité est la deuxième préoccupation des Français, la première des plus de 65 ans. Les prisons sont pleines, donc les peines ne s'exécutent pas. Un homme qui envoie des photos nues à une enfant de douze ans prend un an avec sursis. Quelques mois plus tard, cette enfant est enlevée et violée, et son agresseur était libre à trois kilomètres de chez elle. La loi existe. Elle n'est plus réelle.

LE PRINCIPE

Une loi qui n'est pas appliquée n'est pas une loi. La sanction doit être certaine avant d'être sévère, et la première victime d'une peine non exécutée est la victime suivante.

LA DÉCISION

39

Une peine prononcée est une peine exécutée.

Toute peine de prison ferme est exécutée, à compter de la condamnation, sans aménagement automatique. Fin du sursis systématique pour les atteintes aux enfants. Un an ferme minimum pour l'envoi de contenus sexuels à un mineur. Moyens : les places de la mesure 40 et des magistrats de l'exécution des peines en nombre suffisant.

POUR VOUS La certitude que la décision rendue dans votre affaire sera appliquée.

QUAND Loi sur l'exécution des peines dans la première année, exécution intégrale à mesure que les places sont livrées.

FINANCEMENT Chapitre prisons, mesure 40.

INDICATEUR Taux d'exécution des peines de prison ferme et délai moyen entre condamnation et incarcération, publiés chaque trimestre par le ministère de la Justice ; taux de récidive à cinq ans.

40**Un vrai plan de construction de prisons, à régime strict, avec travail obligatoire en détention.**

Référence : 20 000 places pour environ 10,5 Md€ sur un mandat. Régime strict : discipline, travail, aucun trafic toléré, sur le modèle qui a fait passer le Salvador du pays le plus violent d'Amérique latine à l'un des plus sûrs.

POUR VOUS	Des peines exécutées, parce qu'il y a de la place pour les exécuter.
QUAND	Lancement dans les 100 jours, premières places livrées en deux ans, 20 000 places sur le mandat.
FINANCEMENT	10,5 Md€ sur le mandat, chaque place coûtant moins cher que la récidive qu'elle évite.
INDICATEUR	Places livrées, taux d'occupation, et récidive des sortants.

41**Rétablissement de la peine de mort pour les crimes sur les enfants et pour les multirécidivistes des crimes les plus graves, soumis aux Français par référendum.**

Nous savons que cette mesure choque. Nous la portons en pères de famille, pour deux cas précis, et elle ne s'appliquera que si les Français la votent : révision de l'article 66-1 de la Constitution soumise au référendum, et retrait du protocole n°13 de la Convention européenne des droits de l'homme. Ses effets seront mesurés et publiés, parce que nous ne croyons qu'aux chiffres.

POUR VOUS	La question vous sera posée directement.
QUAND	Référendum dans les deux ans.
FINANCEMENT	Coût nul.
INDICATEUR	Résultat du référendum, puis évolution des crimes concernés, publiée.

42**Mineurs délinquants : une réponse pénale ferme quand la prévention a échoué, et la responsabilité des parents engagée.**

La répression n'a aucun sens à deux ans. Elle en a à quatorze quand on vole en bande. Réponse rapide, sanction exécutée, et responsabilité financière et pénale des parents quand leur défaillance est établie.

POUR VOUS	Des rues et des transports où la règle s'applique aussi aux mineurs.
QUAND	Loi dans la première année.
FINANCEMENT	Coût marginal.
INDICATEUR	Délai entre le fait et la sanction pour les mineurs, et récidive des mineurs sanctionnés.

CE QUE ÇA CHANGE POUR VOUS

Une peine prononcée est une peine exécutée. Notre objectif est que la récidive baisse, mesurée et publiée chaque année, et que les rues et les transports redeviennent à ceux qui les paient.

FINANCEMENT	Référence : 20 000 places de prison pour environ 10,5 Md€ sur un mandat. Chaque place coûte moins cher que la récidive qu'elle évite.
INDICATEUR	Le taux d'exécution des peines de prison ferme, objectif 100 %, et le taux de récidive à cinq ans.

PILIER 3 · PROTÉGER

Aucun adulte non contrôlé près de nos enfants

Enfance

« Ne touchez pas à nos enfants. »

LE PROBLÈME

Des scandales à répétition dans des établissements accueillant des enfants. Des signalements qui ne circulent pas, des antécédents non vérifiés, des personnes condamnées qui retrouvent un poste ailleurs. La protection des enfants n'est pas un sujet de commission : c'est la première mission d'un pays.

LE PRINCIPE

Aucun adulte ne travaille au contact quotidien d'enfants sans contrôle renforcé. Ce contrôle est le même pour tous, il est permanent, et il est partagé entre toutes les structures.

LA DÉCISION

43 Aucun adulte au contact quotidien d'enfants sans contrôle renforcé.

Vérification des antécédents judiciaires et administratifs avant toute prise de poste, pour tout adulte au contact d'enfants, quel que soit son sexe ou son statut : école, crèche, sport, périscolaire, colonies, associations. Renouvellement du contrôle chaque année. Un fichier unique des signalements, partagé entre la justice, la police, l'éducation, le sport et la protection de l'enfance, pour qu'un signalement fait dans une ville soit connu dans la suivante. Dans la petite enfance, priorité donnée aux femmes pour l'encadrement, avec la loi adaptée pour l'autoriser.

POUR VOUS	Votre enfant est encadré par un adulte dont les antécédents ont été vérifiés.
QUAND	Contrôle généralisé dans la première année, fichier partagé dans les deux ans.
FINANCEMENT	Coût marginal, absorbé par le budget de la justice.
INDICATEUR	Part des adultes au contact d'enfants contrôlés, objectif 100 %, et délai de transmission d'un signalement entre structures.

44**Des enquêtes spécialisées sur les réseaux pédocriminels, sans tabou.**

Des enquêteurs et des magistrats dédiés, y compris quand des personnes en place sont impliquées. On creuse, et on publie.

POUR VOUS Un pays où l'on ne protège personne au détriment d'un enfant.

QUAND Première année.

FINANCEMENT Coût marginal, par redéploiement de moyens.

INDICATEUR Nombre d'enquêtes ouvertes et de condamnations, publié chaque année.

45**Interdiction définitive d'exercer au contact d'enfants après condamnation.**

Toute personne condamnée pour une atteinte à un mineur est éloignée de tout établissement accueillant des enfants, sans possibilité de retour, et inscrite au fichier partagé de la mesure 43.

POUR VOUS Un prédateur condamné ne revient pas par une autre porte.

QUAND Loi dans la première année.

FINANCEMENT Coût nul.

INDICATEUR Zéro personne condamnée retrouvée en poste au contact d'enfants.

CE QUE ÇA CHANGE POUR VOUS

Notre objectif est de faire des lieux qui accueillent des enfants les environnements les plus contrôlés du pays. Le message d'un pays qui se respecte : ne touchez pas à nos enfants.

FINANCEMENT Coût marginal, absorbé par le budget de la justice.

INDICATEUR Cent pour cent des adultes au contact d'enfants contrôlés, chaque année.

PILIER 3 · PROTÉGER**Une immigration qui apporte plus qu'elle ne coûte**

Immigration

« Pas de préférence d'origine. Une préférence de projet. »**LE PROBLÈME**

L'immigration est la troisième préoccupation des Français, et l'État est incapable de dire ce qu'elle lui coûte ou lui rapporte. Pendant des décennies, elle a construit la France : nos grands-parents espagnols, les Portugais, les Italiens, venus travailler. Puis la balance s'est inversée : arrivées sans projet de

contribution, décisions d'éloignement non exécutées, associations financées pour expliquer comment rester. L'aide médicale d'État coûte 1,21 Md€ en 2026, dépassés chaque année.

Nous parlons aussi en immigrés : à Maurice, il a fallu créer une société, verser 100 000 dollars pour un permis de résidence, tenir des exigences de chiffre d'affaires, payer nos écoles et notre santé. Un salarié étranger dont le contrat s'arrête à 30 jours pour partir. C'est le deal, et il est juste.

Alexandre : « Je suis fils d'immigré espagnol. Mes grands-parents se sont installés en France, ma mère est arrivée quand elle était toute jeune. »

LE PRINCIPE

La France reste ouverte à ceux qui viennent travailler, entreprendre, étudier, respecter ses lois et s'intégrer. Elle n'organise pas le séjour de ceux qui refusent ses règles ou n'ont plus de droit au séjour. Quatre sujets, quatre réponses : l'immigration choisie, l'intégration, l'immigration irrégulière, l'exécution des éloignements.

LA DÉCISION

46 Un audit complet, publié, du coût et des bénéfices de l'immigration.

Recettes, dépenses, emploi, par catégorie de séjour, publiés chaque année. On ne pilote pas ce qu'on ne mesure pas.

POUR VOUS	Un débat fondé sur des chiffres, pas sur des slogans.
QUAND	Lancé dans les 100 jours, publié dans l'année.
FINANCEMENT	Coût marginal.
INDICATEUR	Publication annuelle effective.

47 Pas de préférence d'origine, une préférence de projet.

L'immigration choisie, d'où que ce soit sur la planète, sur un seul critère : venir travailler, apporter de la valeur, respecter les lois et les usages, apprendre la langue, avoir envie de s'intégrer. Un titre de séjour est délivré sur un projet, et renouvelé sur des résultats.

POUR VOUS	Ceux qui viennent construire sont les bienvenus, quelle que soit leur origine.
QUAND	Loi immigration dans la première année.
FINANCEMENT	Coût nul.
INDICATEUR	Taux d'emploi des titulaires d'un titre de séjour, et délai de traitement des demandes.

48**Le titre de séjour lié au travail, sur le modèle mauricien.**

Fin du contrat, 30 jours pour retrouver un emploi ou partir. Investisseurs : ticket d'entrée et exigences de résultat. Aucune aide à l'arrivée : celui qui vient contribue avant de recevoir.

POUR VOUS Une immigration qui apporte plus qu'elle ne coûte, par construction.

QUAND Loi immigration dans la première année.

FINANCEMENT Économies sur les prestations.

INDICATEUR Solde recettes-dépenses de l'immigration de travail, issu de l'audit de la mesure 46.

49**Rétablir les contrôles aux frontières nationales, dans le cadre prévu par l'espace européen de libre circulation.**

On filtre à nouveau, et on sait qui entre.

POUR VOUS Une frontière qui existe.

QUAND Décision dans les 100 jours.

FINANCEMENT Effectifs redéployés au titre de la mesure 6.

INDICATEUR Nombre d'entrées irrégulières constatées, publié.

50**Fin des financements publics aux associations qui organisent le maintien sur le territoire des personnes en situation irrégulière.**

L'aide humanitaire d'urgence reste possible. L'État ne finance plus ce qui contredit ses propres décisions de justice.

POUR VOUS Vos impôts ne financent plus la contestation des décisions prises en votre nom.

QUAND Loi de finances rectificative de l'été 2027.

FINANCEMENT Économie nette.

INDICATEUR Montant des subventions concernées, vers zéro.

51**Aide médicale d'État limitée aux urgences vitales.**

Un étranger en danger sera toujours soigné. Le tourisme médical s'arrête.

POUR VOUS L'hôpital retrouve de la place pour ceux qui cotisent.

QUAND Première loi de financement de la Sécurité sociale.

FINANCEMENT Jusqu'à 1,2 Md€ par an.

INDICATEUR Dépense d'aide médicale d'État, publiée.

52

Renégociation, et à défaut dénonciation, de l'accord franco-algérien de 1968 et de tous les régimes dérogatoires.

Une seule règle pour tous, quel que soit le pays d'origine : celle de la mesure 47.

POUR VOUS	La fin des exceptions que personne ne peut expliquer.
QUAND	Ouverture de la renégociation dans les 100 jours, décision dans l'année.
FINANCEMENT	Coût nul.
INDICATEUR	Nombre de régimes dérogatoires en vigueur, vers zéro.

53

Les décisions d'éloignement sont exécutées : une obligation de quitter le territoire non exécutée devient un délit puni de prison.

Un tribunal a jugé qu'une personne n'a pas le droit de rester : si elle reste, elle est en infraction jugée, pas seulement en situation irrégulière. Les places sont celles de la mesure 40, et les accords de réadmission avec les pays d'origine sont conditionnés à l'aide et aux visas.

POUR VOUS	Une décision de justice qui s'applique, comme toutes les autres.
QUAND	Instruction d'exécution dans les 100 jours, loi dans la première année.
FINANCEMENT	Places de prison au chapitre Justice.
INDICATEUR	Taux d'exécution des obligations de quitter le territoire, publié chaque trimestre par le ministère de l'Intérieur.

CE QUE ÇA CHANGE POUR VOUS

Ceux qui viennent construire sont les bienvenus et respectés. Ceux qui refusent les règles ne restent pas. L'hôpital retrouve de la place pour ceux qui cotisent.

FINANCEMENT	Économies sur l'aide médicale d'État, sur les subventions et sur les prestations ; coût des places de prison au chapitre Justice.
INDICATEUR	Le taux d'exécution des décisions d'éloignement, et le solde coût-bénéfice de l'immigration publié chaque année.

PILIER 3 · PROTÉGER

Le patient redevient la priorité

Santé

« Ce n'est pas un problème d'argent. C'est un problème de gestion. »

LE PROBLÈME

La santé est la deuxième préoccupation des Français, 20 points de plus qu'en 2022. Quatorze mois pour un dermatologue à Angers. Des urgences sans climatisation, des soignants épuisés et trop peu nombreux. Un dirigeant de clinique nous a raconté qu'on lui avait demandé de lever le pied : si le service

tournait trop bien, le chirurgien parti ne serait pas remplacé. Le problème n'est pas les soignants. C'est le système qui les use.

LE PRINCIPE

Nous ne sommes pas médecins, alors nous traitons la santé en gestionnaires : l'argent doit suivre le soin réellement donné, et le patient doit être le critère.

LA DÉCISION

54

Rémunération des établissements liée à l'activité réelle.

Fin de la logique « moins d'activité, plus de budget » : un service qui soigne plus reçoit plus, et les postes qui se libèrent sont remplacés là où l'activité le justifie.

POUR VOUS Un service qui a intérêt à vous recevoir vite et bien.

QUAND Première loi de financement de la Sécurité sociale du mandat.

FINANCEMENT À budget constant.

INDICATEUR Délai moyen d'attente aux urgences et délai pour un rendez-vous de spécialiste, publiés par établissement.

55

Le respect du patient comme critère de gestion.

Accueil, climatisation, effectifs suffisants aux urgences, publication de la satisfaction des patients, et responsables évalués dessus. Réallocation de l'administratif vers le soin.

POUR VOUS Des urgences où l'on vous reçoit, et des soignants qui restent.

QUAND Première année.

FINANCEMENT À budget constant, par réallocation.

INDICATEUR Part des effectifs hospitaliers au contact des patients, et satisfaction des patients, publiées.

CE QUE ÇA CHANGE POUR VOUS

Votre mère arrive aux urgences : elle est reçue. Des soignants en nombre, parce que l'argent va au soin.

FINANCEMENT À budget constant, par réallocation de l'administratif vers le soin, et par le recentrage de l'aide médicale d'État (mesure 51).

INDICATEUR Le délai d'attente aux urgences, publié établissement par établissement.

PILIER 3 · PROTÉGER

Protéger les fragiles, aider les autres à repartir

Solidarité et aides sociales

« On a dit aux Français que c'était gratuit. Ce n'était pas vrai. »

LE PROBLÈME

La France est l'un des pays de l'OCDE qui redistribuent le plus. Et pourtant 81 % des Français se serrent la ceinture. On leur a dit que c'était gratuit, et personne ne leur a montré la facture. Un système qui aide tout le monde un peu finit par ne plus aider ceux qui en ont le plus besoin.

LE PRINCIPE

Notre modèle social est une richesse française. Pour qu'il survive, il doit concentrer ses moyens sur ceux qui en ont réellement besoin : forte pour ceux qui ne peuvent pas, transitoire pour ceux qui peuvent repartir.

LA DÉCISION

56

Recentrer les aides sur ceux qui en ont vraiment besoin, et les aider mieux.

Handicap lourd, situations humainement intenable, et ceux qui ont décidé de s'en sortir et font l'effort : pour eux, des aides plus élevées et plus simples.

POUR VOUS Si vous en avez vraiment besoin, vous êtes aidé, et mieux.

QUAND Première loi de financement de la Sécurité sociale du mandat.

FINANCEMENT Par les économies de la mesure 57.

INDICATEUR Montant moyen des aides versées aux personnes en situation de handicap lourd, en hausse.

57

Fin des aides sans contrepartie et des aides de confort pour ceux qui peuvent travailler.

Toute aide à une personne en capacité de travailler devient transitoire, avec une contrepartie d'activité, de recherche d'emploi ou de reconversion, et décroît quand le revenu du travail monte, pour que le travail paie toujours plus que l'aide.

POUR VOUS Si vous pouvez travailler, le travail paie enfin plus que l'aide.

QUAND Première loi de financement de la Sécurité sociale du mandat.

FINANCEMENT Économies nettes sur les aides supprimées, redéployées en partie vers la mesure 56.

INDICATEUR Nombre de sorties d'aides vers l'emploi chaque année, et taux de pauvreté publié par l'INSEE.

CE QUE ÇA CHANGE POUR VOUS

Ceux qui ne peuvent pas sont protégés, mieux qu'aujourd'hui. Ceux qui peuvent sont aidés à repartir, et gagnent plus en travaillant.

FINANCEMENT	Économies nettes sur les aides supprimées, redéployées en partie vers ceux qui en ont vraiment besoin.
INDICATEUR	Le nombre de personnes qui sortent des aides par l'emploi, et le taux de pauvreté.

CHAPITRE 10

Ce que nous ne ferons pas

-
- ✗ **Aucune baisse d'impôt sans économie votée avant.**
 - ✗ **Aucune hausse d'impôt, aucune taxe nouvelle sur l'héritage, les holdings, le capital ou la production.**
 - ✗ **Aucun nouveau chèque, bouclier ou aide distribuée à crédit.**
 - ✗ **Aucune prise de participation de l'État dans une entreprise.**
 - ✗ **Aucun euro d'argent public dans un média.**
 - ✗ **Aucune dépense de luxe ou de confort pour l'appareil d'État.**
 - ✗ **Aucune aide internationale non vitale tant que nos comptes ne sont pas à l'équilibre.**
 - ✗ **Aucun ennemi commun désigné : ni les hommes, ni les riches, ni les fonctionnaires, ni les étrangers qui travaillent.** On évalue des comportements et des résultats, pas des catégories.
 - ✗ **Aucune promesse que l'État ne contrôle pas :** nous disons ce que nous déciderons, et nous mesurons le résultat.
-

CHAPITRE 11

Le chiffrage : trois scénarios et une règle

Un dirigeant ne présente jamais un seul chiffre, il présente une sensibilité. Voici la nôtre, en ordres de grandeur, sur une base de comptes nationaux 2024 : près de 3 000 Md€ de PIB, environ 1 670 Md€ de dépense publique (57 % du PIB), 152,5 Md€ de déficit.

La règle, avant les chiffres. Étape 1 : nous identifions l'économie. Étape 2 : le Parlement la vote. Étape 3 : seulement ensuite, nous rendons l'argent aux Français. Dans les trois scénarios, aucune baisse de recettes n'entre en vigueur avant que la baisse de dépenses correspondante ait été votée. C'est la mesure 1, et c'est ce qui rend tout le reste crédible.

	PRUDENT	CENTRAL	AMBITIEUX
Économies nettes par an	30 Md€	45 Md€	60 Md€
Équilibre budgétaire	2032	2030	2029
Dépense publique en 2032	50 % du PIB	47 % du PIB	44 % du PIB
+10 % de salaire net à coût employeur inchangé (deux paliers de +5 %, environ 45 à 50 Md€ chacun)	Un palier tous les deux ans	Un palier par an	Les deux paliers la première année
Impôt sur les sociétés à 15 % (coût statique environ 23 Md€)	2029	2028	2028
Taux unique des personnes	Par paliers à partir de 2030	Par paliers à partir de 2029	2028
Audiovisuel public et aides à la presse (environ 4 Md€ par an)	2028	2028	2027
Aide médicale d'État aux urgences (jusqu'à 1,2 Md€ par an)	2027	2027	2027
Aides internationales non vitales (aide publique au développement d'environ 15 Md€, dont une large part en prêts)	2027	2027	2027
Plan prisons (référence 20 000 places pour 10,5 Md€)	Sur le mandat	Sur le mandat	Sur trois ans

Le scénario central est celui que nous défendons. Le scénario prudent est celui qu'une Assemblée sans majorité pourrait voter. Le scénario ambitieux est celui d'un pays qui aurait décidé de se réveiller.

Ce que ce tableau ne dit pas, et que nous disons : ces chiffres sont des ordres de grandeur d'entrepreneurs, calculés sur des bases publiques. Nous les soumettrons à un chiffrage indépendant, et nous publierons les écarts.

CHAPITRE 12

Les 100 premiers jours

-
- 01** Dépôt de la loi organique inscrivant la règle : aucune baisse de prélèvement sans économie votée avant (**mesure 1**).
-
- 02** Publication intégrale des dépenses de l'État, ligne par ligne (**mesure 8**).
-
- 03** Lancement de l'audit général des dépenses, payé à la performance, et de l'audit coût-bénéfice de l'immigration (**mesures 3 et 46**).
-
- 04** Loi de finances rectificative : gel de toute nouvelle dépense non vitale, fin du luxe d'État et de la classe affaires, arrêt des nouvelles prises de participation, suspension des aides internationales non vitales (**mesures 4, 5, 12 et 23**).
-
- 05** Dépôt de la première loi de finances : impôt sur les sociétés à 15 % et premier palier de +5 % de salaire net à coût employeur inchangé, conditionnés aux économies votées (**mesures 16 et 20**).
-
- 06** Lancement du plan prisons et instruction d'exécution des décisions d'éloignement (**mesures 40 et 53**).
-
- 07** Publication des évaluations scolaires nationales et consigne de fin de la surnotation pour la rentrée (**mesures 30 et 31**).
-
- 08** Dépôt de la loi immigration : préférence de projet, titre de séjour lié au travail, aide médicale d'État recentrée (**mesures 47, 48 et 51**).
-
- 09** Dépôt de la loi sur les médias et premiers contrôleurs citoyens tirés au sort (**mesures 14 et 9**).
-
- 10** Contrats seniors et cumul emploi-retraite intégral, et contrôle renforcé de tout adulte au contact d'enfants (**mesures 27, 28 et 43**).
-

CHAPITRE 13

Conclusion : et vous, vous rentreriez ?

Nous nous sommes posé la question l'un à l'autre, à la fin de l'épisode. Si ce plan était appliqué, l'un de nous signe pour un retour au bout de quelques années ; l'autre reviendrait cinq à dix ans après le début, une fois les résultats visibles. Parce qu'un pays où le travail paie, où les comptes sont tenus, où la loi s'applique et où les enfants sont protégés, c'est un pays dont on est fier de revenir.

Nous ne vous demandons pas d'être d'accord avec tout. Nous vous demandons de lire, de vérifier, et de nous dire où nous avons tort. Ce plan est libre de droits : prenez-le, découpez-le, améliorez-le. Dites-nous votre mesure favorite et ce qui manque. Vos réponses feront la version suivante.

Et vous ? Entrepreneurs, expatriés qui êtes plusieurs millions à travers le monde, salariés qui regardez votre fiche de paie, parents qui regardez le bulletin de vos enfants : resteriez-vous, rentreriez-vous, si ce plan était appliqué ?

Reprendre la France.

CHAPITRE 14

Nos principes en 10 phrases

01

La France peut être mieux gérée sans devenir une entreprise.

02

Chaque baisse d'impôt doit être financée avant d'être appliquée.

03

Le travail doit payer plus.

04

La réussite n'est pas une faute.

05

La solidarité doit protéger les fragiles et aider les autres à retrouver leur autonomie.

06

Une peine prononcée doit être exécutée.

07

Pas de préférence d'origine : une préférence de projet.

08

L'école doit dire la vérité sur le niveau.

09

Chaque euro public doit pouvoir être contrôlé.

10

Une mesure publique doit être jugée sur ses résultats.

CHAPITRE 15

Nos sources

Déficit public 2025 (152,5 Md€, 5,1 % du PIB) et 2024 (5,8 %) : INSEE, comptes nationaux, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8956575>

Dettes publiques (3 460,5 Md€ fin 2025, 117,5 % du PIB au premier trimestre 2026) : INSEE, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/9010340>

Dépense publique 2024 (environ 1 670 Md€, 57 % du PIB) et PIB : INSEE, comptes nationaux 2024.

Trajectoire des finances publiques : Cour des comptes, « Situation des finances publiques début 2026 », <https://www.ccomptes.fr>

81 % des Français se serrent la ceinture, 29 % à découvert plusieurs fois dans l'année : Elabe, <https://elabe.fr/pv-achat-2026/>

Préoccupations (pouvoir d'achat 54 %, santé 46 %, immigration 33 %, sécurité 31 %) : Ipsos BVA-CEVIPOF, Enquête électorale française, mars 2026.

Défis prioritaires 2026 (insécurité et narcotrafic 39 %, dette 38 %, stabilité politique 35 %) : Elabe pour BFMTV, 5 janvier 2026, <https://elabe.fr/?p=12487>

Confiance politique (78 % de défiance, Assemblée nationale à 20 %) : Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, février 2026, <https://www.sciencespo.fr/cevipof>

Dépense par élève du primaire (3 810 € en 1980, 9 080 € en 2024, euros constants) : DEPP, L'état de l'École 2025, note d'information 25.52, <https://www.education.gouv.fr>

Aide médicale d'État (1,21 Md€ inscrits pour 2026, dépassement de 185 M€ en 2024) : projet de loi de finances 2026, rapports du Sénat, <https://www.senat.fr>

Joueurs nés en France à la Coupe du monde 2026 (99, dont 76 pour d'autres sélections) : CNews, 4 juin 2026 ; TouteEurope, <https://www.touteurope.eu>

PIB par habitant (décrochage depuis 2008, écart d'environ 80 % avec les États-Unis) : Direction générale du Trésor, Trésor-Éco n°131 ; Fondation iFRAP, <https://www.ifrap.org>

Redistribution : la France parmi les pays de l'OCDE qui réduisent le plus les inégalités par les prélèvements et les transferts : OCDE, Income Distribution Database, <https://www.oecd.org>

Impôt sur les sociétés (environ 58 Md€) et impôt sur le revenu (environ 95 Md€) : loi de finances 2025, voies et moyens.

Salaires nets (environ 950 Md€) : INSEE, comptes nationaux 2024, rémunération des salariés.

Impôt sur le revenu créé comme mesure de guerre : loi du 15 juillet 1914.

Loyers à Buenos Aires après le déplafonnement de décembre 2023 : chambre immobilière de Buenos Aires, relayée par la presse économique en 2024.

Coût de 20 000 places de prison (10,5 Md€) : chiffre de campagne 2022, Institut Montaigne, <https://www.institutmontaigne.org>

Indicateurs de suivi : séries INSEE, DEPP, ministère de la Justice, ministère de l'Intérieur, URSSAF et CEVIPOF déjà publiées,

ou dont la publication est une mesure de ce plan. Aucune valeur cible n'est inventée.

Les autres chiffres cités sont nos ordres de grandeur d'entrepreneurs ou nos témoignages, et sont présentés comme tels dans le texte.



Reprendre la France.

Cinquante-sept mesures, trois piliers, une règle. Un plan libre de droits : prenez-le, discutez-le, améliorez-le, faites-le circuler.

<https://www.darons2027.com/>

Darons du Biz. contact@daronsdubiz.com.